

Note de Pierre Uri sur la grande zone européenne de libre-échange (23 juillet 1957)

Légende: Le 23 juillet 1957, Pierre Uri, directeur de la division "Économie générale" à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), expose devant le Comité intérimaire pour le Marché commun et l'Euratom les risques que la proposition britannique de zone européenne de libre-échange pourrait faire courir à la Communauté économique européenne (CEE) avant même sa mise en œuvre effective.

Source: Archives historiques de l'Union européenne, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Pierre Uri, PU. PU47.

Copyright: Tous droits réservés

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_de_pierre_uri_sur_la_grande_zone_europeenne_de_libre_echange_23_juillet_1957-fr-e1f6d334-25be-4491-9965-0272dc4b4530.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Luxembourg, le 23 juillet 1957

TELEX à Monsieur Fontaine (pour transmission à M. Monnet)

Note sur la zone de libre-échange

(Intervention de M. Uri au Comité intérimaire)

Il est utile de construire certains schémas d'une zone de libre-échange pour mesurer la cohérence des solutions envisagées. Mais précisément parce qu'il s'agit de modèles, ils doivent être complétés par une vue concrète des réalités que la zone de libre-échange doit recouvrir.

La Communauté économique rassemble des pays dont la structure est assez semblable, encore que naturellement il y ait des différences dans les proportions des différentes activités à l'intérieur de chacune de ces économies.

Au contraire, la zone de libre-échange recouvre des groupes de pays extrêmement différents.

1. Il y a d'abord la Grande-Bretagne, dont les propositions ne sont sans aucun doute pas dans la ligne de ce que les économistes britanniques ont appris au monde depuis 30 ans, mais sont certainement dans la ligne des intérêts britanniques.

En effet, la Grande-Bretagne garderait le bénéfice :

- de sa politique tarifaire et des préférences qu'elle accorde aux approvisionnements en provenance du Commonwealth;
- de sa politique des produits alimentaires, qu'elle se procure aux prix mondiaux en ramenant les prix de sa production intérieure à ce niveau par un système de subventions;
- de ses bas prix de charbon, dont le monopole du *National Coal Board* évitera d'étendre le bénéfice aux partenaires éventuels;
- du refus de procéder aux harmonisations convenues dans le traité de Rome, ce qui favorisera certaines industries.

C'est dire que dans une zone de libre-échange purement industrielle, l'industrie britannique – au bénéfice de distorsions soigneusement préservées – aurait un avantage concurrentiel qui permettrait à la Grande-Bretagne de renverser sa balance des paiements avec le continent, et au lieu d'un déficit, d'y gagner des dollars ou de l'or nécessaires pour soutenir une balance de paiements toujours menacée.

2. Il y a le Danemark et l'Autriche, la Suisse aussi, si elle n'avait pas une tradition d'isolationnisme politique, qu'aucune raison fondamentale n'empêcherait d'entrer dans le Marché commun.

3. Il y a la Norvège et la Suède, qui présentent des différences de structure majeures avec les pays de la Communauté. Pour une part, elles ont une gamme variée d'industries, à telle enseigne que l'union douanière envisagée entre les pays scandinaves n'est prévue que pour une moitié environ des échanges, et on peut se demander dans quelle mesure ces pays seront prêts à aller jusqu'au bout, d'une zone de libre-échange pour l'ensemble des activités. Mais, par ailleurs, ces deux pays ont une possibilité de développement pratiquement illimitée pour deux ou trois branches d'activité qui pourraient submerger et éliminer les industries concurrentes en Europe : le papier, grâce au bois et au rôle négligeable de la main d'œuvre dans cette industrie; l'électrométallurgie, grâce aux ressources d'électricité; les pêcheries. Il y a là un problème

pour les pays de la Communauté, qui doivent décider s'ils sont prêts à renoncer éventuellement à maintenir ces industries chez eux.

4. Il y a le groupe des pays sous-développés : Portugal, Grèce, Turquie, Islande, pour lesquels la zone de libre-échange serait largement à sens unique, et qui demanderaient la suppression des contingents et des droits de douane s'opposant à leurs ventes, sans être en mesure de commencer leur propre désarmement douanier, avant 25 ans d'ici.

S'il n'y avait pas eu la proposition anglaise, la Communauté, qui n'a aucune volonté d'être économiquement autarcique, ni politiquement isolée, aurait établi avec ces quatre groupes des modalités d'association distinctes répondant aux caractéristiques réelles des économies en cause. Le problème qui est posé, c'est qu'on veut en même temps que les relations de ces groupes avec la Communauté soient du même coup des relations de ces groupes entre eux, en d'autres termes, qu'elles deviennent multilatérales. Ne risque-t-on pas de les ramener toutes au plus petit dénominateur commun ?

Deux considérations doivent être en tout cas tenues à l'esprit :

1. Au moment où vont se mettre en place les institutions de la Communauté, rien ne serait plus dommageable que de contredire, par ce qui serait accepté dans un autre cadre, les principes fondamentaux sur lesquels les Six se sont mis d'accord.

Il y a un équilibre entre l'élimination des obstacles aux échanges et les règles de concurrence, la correction des distorsions, les instruments de développement et de réemploi, la coordination des politiques. On ne peut à la fois refuser ces éléments positifs et s'étonner de ne pas bénéficier au même degré que les Six de la suppression des obstacles aux échanges.

2. La proposition anglaise déplace le centre de l'affaire, qui devait être, comme l'origine de cette proposition même le montre, les modalités d'association de la Communauté avec les autres pays européens. La manœuvre politique est habile, mais les Six, qui ont été les premiers de l'avant, n'ont pas de raison de laisser perdre les avantages de cette position dans la négociation.

Le cours nécessaire des événements rétablira sans doute les réalités que les discussions à l'OECE s'efforcent d'estomper. Les élections en Allemagne empêchent de faire des progrès décisifs jusque vers le mois de novembre.

Si aucun des pays membres n'applique de tactique dilatoire, la ratification du traité sera acquise à temps pour la mise en place des institutions au début de l'année prochaine. A ce moment la réalité de la Communauté face à des schémas purement abstraits apparaîtra dans toute sa force. Il faudra bien alors différencier les relations entre elle et les autres groupes de pays européens et trouver en sus une solution pour faire communiquer ces différents systèmes. C'est cet ensemble complexe qui sera la vraie zone de libre-échange.

Une analogie parlera immédiatement à l'esprit des Anglais : la *Sterling Area* est un ensemble composite de pays et de comptes soumis à des statuts divers qu'on réussit pourtant à faire communiquer entre eux.